

Réseau Européen de Formation Judiciaire

RAPPORT ANNUEL 2025



Financé par
l'Union européenne

Sommaire

Avant-propos de la Secrétaire générale.....	3
Chiffres clés 2025.....	4
Faits marquants 2025.....	6
Activités 2025.....	8
<i>Formation initiale</i>	8
<i>Formation continue</i>	9
<i>Formation & ressources numériques</i>	13
<i>Projets & initiatives</i>	14
Le Réseau.....	16
De nos participants.....	19

Accédez au rapport annuel complet sur annualreport.ejtn.eu/fr/2025 ou en scannant le QR code.



À propos du Réseau européen de formation judiciaire

Fondé en 2000 par la Charte de Bordeaux, le Réseau européen de formation judiciaire (REFJ) est une association internationale à but non lucratif de droit belge. Le REFJ rassemble les institutions de formation judiciaire de tous les États membres de l'UE afin de poursuivre un objectif d'intérêt général européen : développer et mettre en œuvre des activités de formation et d'échange pour les professionnels de la justice européenne. Ces activités couvrent la formation initiale et continue et sont mises en œuvre en étroite coopération avec les membres, les membres associés, les observateurs et les partenaires.

Le REFJ joue un rôle essentiel dans la mise en réseau de ses membres et constitue la principale plateforme de partage d'expériences et d'échange de vues dans des domaines d'intérêt commun.



Financé par
l'Union européenne

Financé par l'Union européenne. Les opinions et points de vue exprimés sont toutefois ceux des auteurs uniquement et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de la Commission européenne. Ni l'Union européenne ni l'autorité qui accorde la subvention ne peuvent en être tenus responsables.

Avant-propos de la Secrétaire générale

2025 a été une année charnière pour le Réseau européen de formation judiciaire : le REFJ est au cœur de la formation judiciaire et de la coopération européenne depuis un quart de siècle. Depuis 25 ans, aux côtés de ses membres, membres associés, observateurs et partenaires, le REFJ répond à l'évolution constante des besoins en formation des systèmes judiciaires européens et soutient les juges, procureurs et personnels judiciaires dans l'exercice de leurs responsabilités de manière indépendante, impartiale et dans le respect de l'État de droit.

L'année 2025 n'a pas fait exception. À travers un large éventail d'activités de formation, le REFJ a poursuivi sa mission visant à renforcer la coopération judiciaire, la confiance mutuelle et une culture judiciaire européenne commune, tout en contribuant à une Europe de la justice plus forte.

En 2025, le REFJ a mis en œuvre 947 activités et dispensé 38 452 journées de formation au profit de 13 915 juges, procureurs, personnels et formateurs judiciaires à travers l'Europe – soit une participation en hausse de 27 % par rapport à l'année précédente. Ces excellents résultats n'auraient pu être atteints sans l'engagement sans faille de nos membres qui, en collaboration avec nos partenaires, innovent et conçoivent des formations adaptées aux besoins concrets de la justice.

La transformation numérique de la justice a continué à jouer un rôle moteur dans nos activités. S'appuyant sur les initiatives lancées l'année précédente, le REFJ a consolidé son approche stratégique de la numérisation par des projets innovants à fort potentiel multiplicateur. Le Programme des Ambassadeurs numériques du REFJ, qui a donné les moyens à plus de 130 professionnels de la justice issus de plus de 20 États membres de l'UE d'agir comme acteurs du changement numérique, en constitue un exemple clé. Cette initiative pionnière, lancée pour la première fois en 2025 et qui entame désormais sa deuxième année, démontre que la transformation numérique ne se résume pas seulement aux outils : il s'agit également de valoriser les personnes et de favoriser une culture ouverte au changement.

En parallèle de la numérisation, le REFJ a continué à ancrer ses activités autour des thématiques fondamentales de l'État de droit, des droits fondamentaux, de la compétitivité et de l'égalité des genres dans la justice. Une réflexion sur le bien-être des professionnels de la justice a également été initiée, ce thème essentiel ayant vocation à être plus largement exploré dans nos futures activités. Les partenariats avec les institutions majeures se sont encore renforcés : la finale du concours THEMIS 2025 a été organisée à la Cour de justice de l'Union européenne et un deuxième cycle de périodes de stages de longue durée au Parquet européen (EPPO) a été lancé.

Si cette année a mis à l'honneur les accomplissements passés du REFJ, elle a aussi été l'occasion de se tourner vers l'avenir et de préparer les 25 prochaines années en matière de formation et de coopération judiciaires. Accompagnés de toutes les parties prenantes, nous avons entamé les discussions sur le prochain Plan stratégique du REFJ et commencé à dessiner les initiatives qui façonneront le prochain chapitre de notre Réseau.

Je tiens à exprimer ma sincère gratitude à tous les membres, membres associés, observateurs et partenaires du REFJ pour leur engagement tout au long de l'année 2025, ainsi qu'à la Commission européenne pour son soutien continu. Je me réjouis de poursuivre le travail remarquable effectué en 2025 tout en œuvrant à une meilleure coordination des actions de nos membres afin de soutenir la mise en œuvre de la Stratégie de formation judiciaire 2025–2030 de la Commission.

Je vous souhaite une excellente lecture de ce rapport !

Ingrid Derveaux

Magistrate, Secrétaire générale du REFJ



“ Depuis un quart de siècle, le REFJ est au cœur de la formation judiciaire et de la coopération en Europe.

“ Si cette année a mis à l'honneur les accomplissements passés du REFJ, elle a aussi été l'occasion de se tourner vers l'avenir et de préparer les 25 prochaines années de formation et de coopération judiciaires.

Chiffres clés 2025

Tout au long de cette année spéciale marquant le 25^e anniversaire, le REFJ a continué à proposer des activités de formation judiciaire de qualité. Il a marqué 25 ans de contribution à la construction d'une Europe de la justice forte et à la mise en œuvre d'activités de formation judiciaire de haut niveau dans toute l'Europe. Vous trouverez ci-dessous quelques chiffres clés pour l'année 2025.

13 915

participants toutes
activités confondues

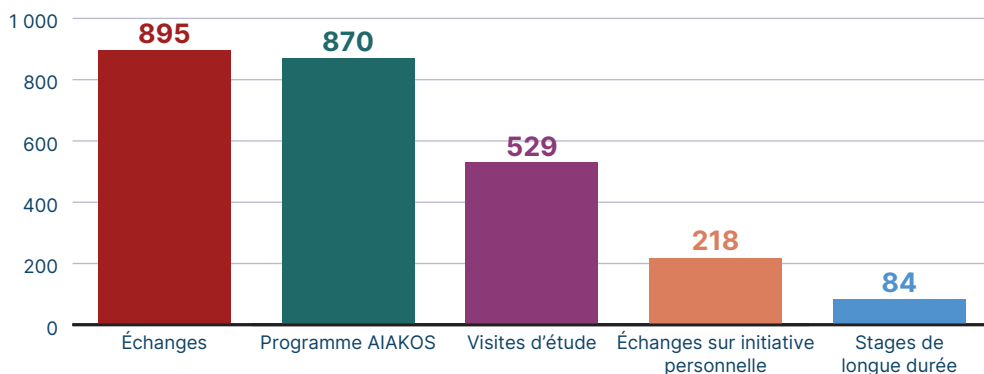
947

activités organisées

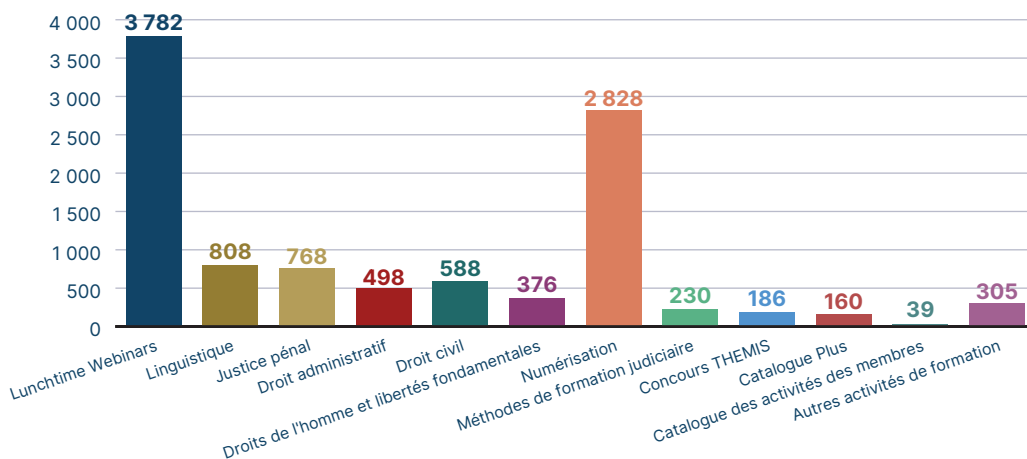
38 452

jours de formation
individuelle

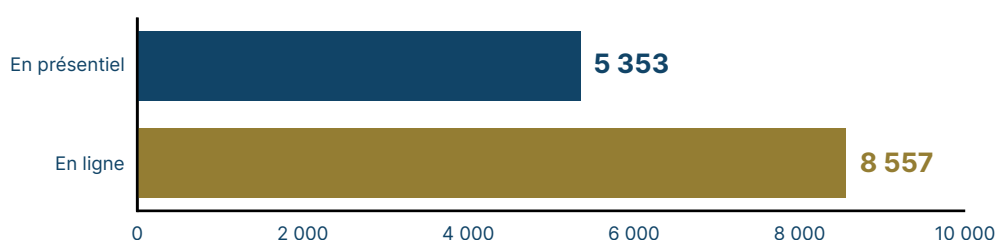
Participants aux échanges, visites d'étude et autres programmes du REFJ en 2025



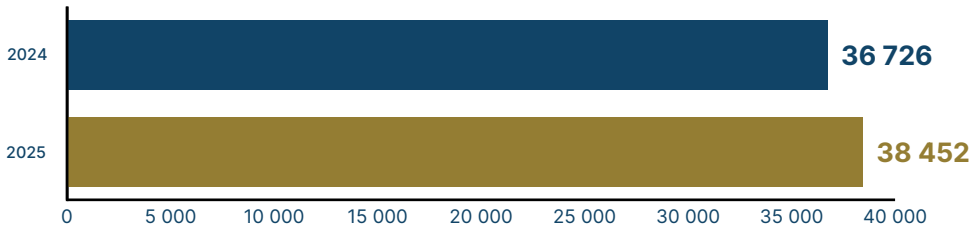
Participants aux actions de formation du REFJ, aux webinaires et aux activités des catalogues en 2025



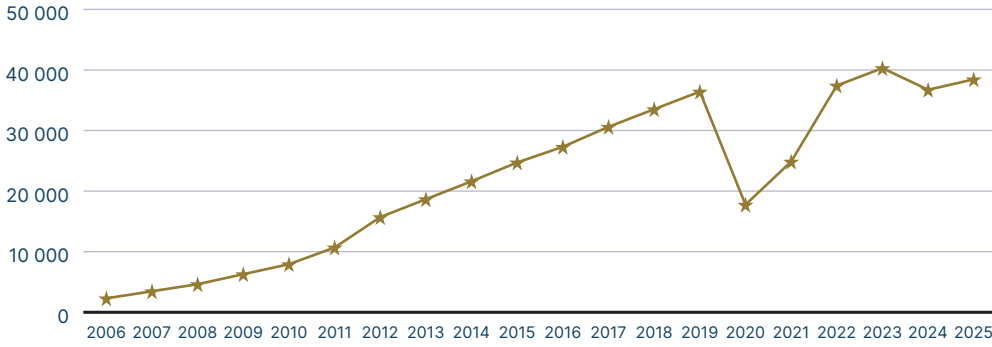
Nombre de participants pour les formations 2025 en ligne et en présentiel



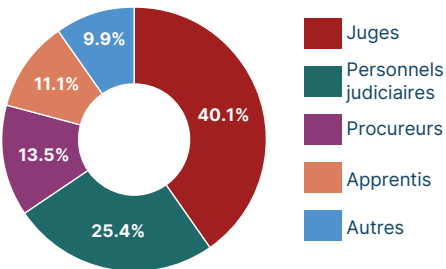
Nombre de jours de formation offerts par le REFJ 2024-2025



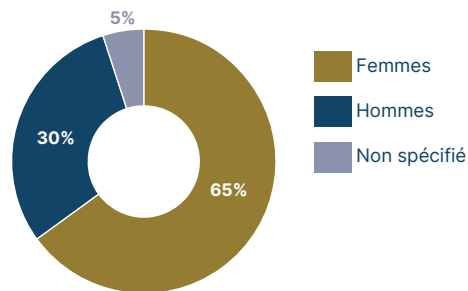
Nombre de jours de formation offerts par le REFJ 2006-2025



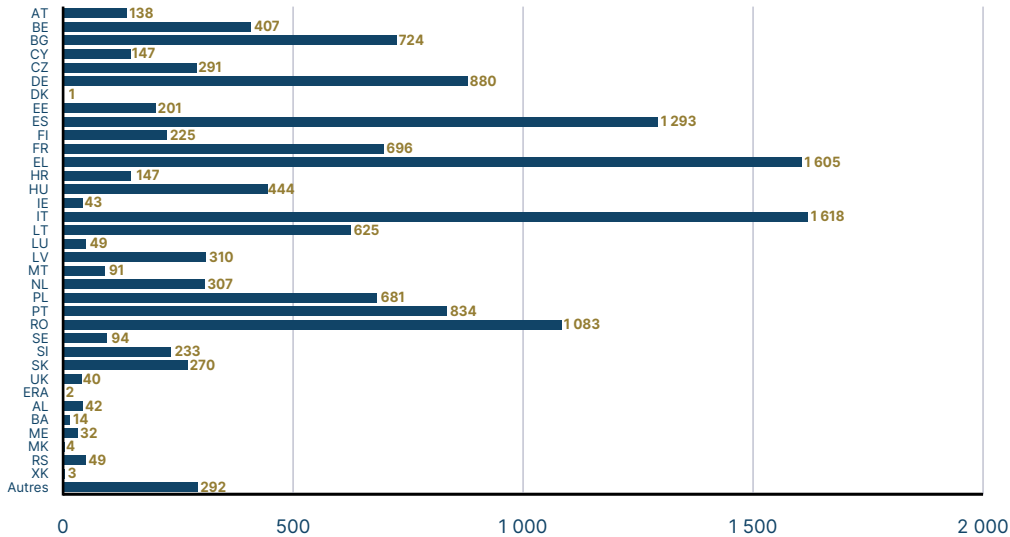
Nombre de participants aux formations selon la profession



Répartition entre les genres



Nombre de participants selon la nationalité



Faits marquants 2025

L'année 2025 a constitué une étape particulièrement importante pour le Réseau européen de formation judiciaire. Elle a marqué 25 ans de contribution à la construction d'une Europe de la Justice forte, et de mise en œuvre d'activités de formation judiciaire de haut niveau à travers l'Europe. Vous trouverez ci-dessous un aperçu des moments forts de l'année.

Les 25 ans du REFJ célébrés tout au long de l'année

En 2025, le REFJ a célébré son 25^e anniversaire à plusieurs moments clés de l'année, notamment avec un événement spécial à Bordeaux, berceau du Réseau. Des partenaires tels que la Cour de Justice de l'UE, Eurojust, le Parquet européen et la Cour européenne des droits de l'homme se sont joints aux festivités, soulignant la solidité des liens institutionnels du REFJ et l'étendue de son expertise. Cette année anniversaire a été l'occasion de mettre en lumière l'engagement du REFJ en faveur d'une formation judiciaire de qualité et de la coopération, tout en réaffirmant sa vision pour l'avenir : façonner une justice toujours plus numérique, innovante et résiliente.



L'Assemblée générale 2025 du REFJ a élu des acteurs clés

Moment clé pour la gouvernance du Réseau, l'Assemblée générale, organisée en 2025 à Gdańsk (Pologne), a été l'occasion de procéder à l'élection des acteurs clés du REFJ, notamment la Secrétaire générale, les membres du Comité de pilotage et les coordinateurs des groupes de travail, renforçant ainsi la coopération au sein des organes administratifs de l'organisation. Les délégués et invités de marque ont également échangé sur les défis et opportunités auxquels sont confrontés les systèmes judiciaires actuels et ont débattu des objectifs et priorités stratégiques du REFJ pour la période 2028-2034.



L'évaluation des besoins de formation 2025 a façonné l'avenir de la formation judiciaire

L'Évaluation des besoins de formation (TNA) 2025 du REFJ a réuni des représentants de la Commission européenne, des partenaires stratégiques du Réseau ainsi que les coordinateurs des groupes de travail afin d'identifier les priorités de formation judiciaire pour 2026 et au-delà. Les discussions ont mis en lumière des thématiques essentielles telles que l'État de droit, les droits fondamentaux, le renforcement de la coopération et la transformation numérique de la justice, y compris la formation aux outils d'intelligence artificielle et aux plateformes d'apprentissage en ligne. Les échanges se sont inscrits dans le contexte du 25^e anniversaire de la Charte des droits fondamentaux de l'UE, rappelant l'importance centrale des droits fondamentaux dans la formation judiciaire. Des ateliers ont permis d'explorer l'intégration des compétences numériques dans les programmes de formation et l'alignement des activités sur les nouvelles priorités juridiques de l'UE. Les conclusions du TNA ont directement contribué à l'élaboration du Catalogue des activités de formation 2026 du REFJ, lancé en octobre 2025, et ont alimenté le prochain plan stratégique pluriannuel, discuté plus en détail lors de l'Assemblée générale 2025 et de la Conférence des directeurs.



Les premiers Ambassadeurs Numériques du REFJ diplômés : acteurs de la transformation numérique

En 2025, le REFJ a lancé une initiative pionnière aboutissant à la certification de 132 Ambassadeurs numériques issus de 21 États membres de l'UE. Cette étape majeure a soutenu la transformation numérique de la justice en dotant les participants de compétences pratiques relatives aux outils numériques, aux méthodologies innovantes et à l'apprentissage entre pairs. A travers une série de webinaires, d'ateliers hybrides et d'exercices collaboratifs, les Ambassadeurs numériques ont été préparés à impulser le changement au sein de leurs institutions nationales, créant ainsi un effet multiplicateur à l'échelle européenne. Cette initiative illustre l'engagement fort du REFJ en faveur de l'innovation, de la coopération judiciaire et de la préparation des professionnels de la justice à un environnement juridique toujours plus numérique et interconnecté.



Le Concours THEMIS 2025 a franchi un nouveau cap grâce à son partenariat avec la CJUE

Le Concours THEMIS 2025 a marqué une étape importante, la grande finale ayant été organisée pour la première fois par la CJUE, renforçant ainsi la dimension européenne et le prestige du concours. Organisé autour de quatre demi-finales et d'une finale, le concours a réuni 38 équipes de magistrats en début de carrière représentant 16 pays. Cette édition a également mis à l'honneur le 25^e anniversaire de la Charte des droits fondamentaux de l'UE, la question juridique soumise aux finalistes portant spécifiquement sur la Charte. L'équipe gagnante était originaire de la Roumanie. Une équipe française et une autre équipe roumaine ont pris respectivement les deuxième et troisième places. À l'occasion de la finale, le REFJ a également publié une édition spéciale du Journal Annuel THEMIS pour le 15^e anniversaire du concours.



Le Programme d'échanges du REFJ a célébré ses 20 ans

Le Programme d'échanges du REFJ a célébré son 20^e anniversaire en 2025, marquant deux décennies de promotion de la confiance mutuelle, d'échanges professionnels et de coopération entre praticiens de la justice en Europe. C'est en 2005 que le Parlement européen a appelé à la création d'un Programme d'échanges pour les professionnels de la justice, ouvrant ainsi un nouveau chapitre de la coopération judiciaire transfrontalière au sein de l'UE. En vingt ans, le Programme d'échanges est devenu un pilier essentiel de la formation judiciaire européenne, ayant permis à 30 000 professionnels d'échanger avec leurs homologues européens et d'approfondir leurs connaissances en matière de droit de l'UE. A cette occasion, un recueil des meilleures pratiques observées par les participants au Programme a été publié.



Les droits fondamentaux sont restés une priorité majeure du REFJ

L'année du 25^e anniversaire du REFJ a coïncidé avec le 25^e anniversaire de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, offrant une occasion symbolique de souligner le rôle central des droits fondamentaux dans la mission et les activités quotidiennes du Réseau. Les activités de formation, dans l'ensemble des portefeuilles, ont abordé les valeurs fondamentales de l'UE et promu la sensibilisation ainsi que l'application concrète de ces principes parmi les acteurs de la justice. Une campagne de communication spéciale, mettant en avant les contributions de personnalités de haut niveau, telles que le Commissaire européen Michael McGrath, a également renforcé l'importance des droits fondamentaux dans la pratique judiciaire.



Activités 2025

Formation initiale

Programme AIAKOS

- 1 289 magistrats en début de carrière ont participé à 42 échanges au sein de 27 institutions judiciaires dans 24 États membres de l'UE
- Le REFJ a réalisé un exercice de recensement des futurs magistrats à l'échelle de l'UE afin d'évaluer la possibilité d'une participation universelle au programme
- L'accessibilité et l'inclusivité du programme ont été renforcées grâce à des sessions en ligne portant sur la numérisation, l'art de juger, l'éthique judiciaire et la communication



Concours THEMIS

- Pour la première fois, la Grande Finale s'est déroulée à la Cour de justice de l'Union européenne, marquant un nouveau jalon depuis la création du concours il y a 16 ans
- 38 équipes provenant de 16 pays ont concouru lors de quatre demi-finales et de la Grande Finale, où l'équipe Roumanie I s'est imposée, suivie des équipes France I et Roumanie II, respectivement deuxième et troisième
- Le Journal Annuel THEMIS, rassemblant les contributions du 15^e Concours THEMIS, a été publié par une maison d'édition externe et préfacé par le président de la CJUE, Koen Lenaerts



Scannez le code QR pour découvrir des descriptions détaillées de toutes nos activités de 2025.



Formation continue

Échanges

- Le Programme d'échanges du REFJ a célébré son 20^e anniversaire avec la participation de 30 000 magistrats et personnels judiciaires depuis son lancement en 2005
- 450 échanges dans 26 États membres de l'UE ont été organisés au bénéfice de 895 participants et 332 tuteurs
- Le premier Recueil des bonnes pratiques, fruit des observations de plus de 1 000 participants aux échanges judiciaires du REFJ, a été publié



Échanges sur initiative personnelle

- 55 échanges sur initiative personnelle ont impliqué 218 juges, procureurs et personnels judiciaires issus de 19 États membres de l'UE
- Un projet pilote réalisé dans le cadre du programme de subventions de formation judiciaire a permis aux participants, membres du RJE en matière civile et commerciale, d'effectuer un stage centré sur les problématiques spécifiques auxquelles ils sont confrontés
- Les échanges bilatéraux, régionaux et ceux financés par le programme de subventions de formation judiciaire ont été fusionnés dans un format flexible, permettant aux praticiens de concevoir des projets à forte spécialisation thématique et pertinence professionnelle



Stages de longue durée

- Grâce à une coopération renforcée avec la CJUE, 84 participants issus de 22 États membres de l'UE ont bénéficié d'un stage de longue durée, dont, pour la première fois, des magistrats de Malte et du Luxembourg
- Les stages de longue durée au sein du Parquet européen ont été reconduits pour une deuxième année
- La révision du processus et des outils d'évaluation des stages de longue durée a été menée à son terme, avec notamment la mise en œuvre pour la première fois d'une « évaluation par groupe témoin »



Visites d'étude

- 529 participants issus de 25 pays ont pris part à 17 visites d'étude, soit une augmentation de 10 % par rapport à l'année précédente
- Une visite d'étude à la CJUE a réuni des stagiaires de longue durée de la CJUE et du Parquet européen, favorisant des synergies et échanges interprogrammes
- Une nouvelle vidéo d'information a expliqué le programme de visites d'étude et la procédure de candidature, améliorant ainsi l'accessibilité et la visibilité



Droit administratif

- 16 activités en droit administratif ont rassemblé 498 participants au cours de l'année
- Une formation sur la procédure de renvoi préjudiciel a été filmée à la CJUE et constituera un matériel pédagogique précieux pour les membres du REFJ
- Parmi les autres réalisations majeures figurent un partenariat renforcé avec l'AUEA et la publication du premier podcast du portefeuille



Droit civil

- 13 activités de formation en droit civil ont rassemblé 588 juges, procureurs et personnels judiciaires
- Un exercice pratique de mise en situation sous forme de jeu, avec comme thématique la protection des consommateurs, a été lancé, proposant un outil d'apprentissage innovant et interactif pour 2026
- Les activités ont combiné formats en présentiel et en ligne, garantissant accessibilité et application pratique pour les affaires transfrontalières



Justice pénale

- 27 activités dans le domaine de la justice pénale ont réuni 768 participants de 26 États membres de l'UE, dont 49 dans le cadre de formations conjointes REFJ-CEPOL
- Deux nouveaux webinaires ont porté sur l'intelligence artificielle en matière de preuves médico-légales, ainsi que sur le Parquet européen et le contrôle juridictionnel
- Une attention particulière a été accordée à la transformation numérique des systèmes judiciaires à travers l'UE, notamment la numérisation de la justice pénale transfrontalière



Droits de l'homme et libertés fondamentales

- 12 activités de formation ont réuni 376 participants provenant de 27 pays, soit une hausse de 12 % par rapport à l'année précédente
- Les formations étaient centrées sur l'État de droit et la Charte des droits fondamentaux de l'UE dans le cadre de son 25e anniversaire, entre autres thématiques clés
- Un webinaire consacré aux droits des personnes vulnérables a été proposé pour la première fois également en langue des signes internationale



Numérisation

- 21 activités de formation ont rassemblé 78 participants en présentiel et 2 750 participants en ligne
- Le Programme des Ambassadeurs numériques du REFJ a été lancé avec succès, permettant à 132 participants issus de 21 États membres de l'UE d'obtenir leur certification
- Des séries de webinaires ciblés ont abordé des sujets tels que les systèmes de gestion des dossiers et l'intelligence artificielle



Linguistique

- Huit séminaires en présentiel et deux « Summer Schools » ont réuni 287 participants
- Un record de 54 cours de conversation en ligne et dans plusieurs langues, a été atteint, attirant 521 participants
- Le portefeuille a poursuivi le renforcement des compétences linguistiques juridiques et le soutien à la coopération judiciaire transfrontalière au sein de l'UE



Méthodes de formation judiciaire

- 14 activités de formation ont impliqué 230 participants, dont deux activités dédiées à la formation des coordinateurs d'activités du REFJ
- Le projet « *Women in Justice and Gender Equality* » a lancé ses premières activités, dont une conférence en ligne et une formation au leadership
- Les travaux sur l'ouvrage de référence « *État de la formation judiciaire en Europe* » ont débuté en 2025, soutenus par une base de données des institutions de formation judiciaire



Catalogue des activités des membres

- Le Catalogue des activités des membres a proposé 117 activités en 2025 tandis que 39 magistrats européens ont pu bénéficier d'une bourse du REFJ pour participer aux activités du catalogue
- L'initiative a permis un accès transfrontalier aux formations nationales organisées par les membres et membres associés du REFJ
- Les participants comprenaient des juges, des procureurs et d'autres professionnels du droit de divers États membres de l'UE, renforçant ainsi les échanges judiciaires transfrontaliers

Catalogue+

- 13 membres du REFJ ont contribué au programme Catalogue+ en 2025
- 160 participants de 15 États membres de l'UE ont pris part à 20 activités de formation transfrontalières
- Les participants ont salué la fluidité de l'organisation, la pertinence du contenu et la qualité des supports de formation

Formation & ressources numériques

Lunchtime Webinars

- 20 Lunchtime Webinars ont attiré plus de 3 700 participants, soit une hausse de 31 % par rapport à 2024, avec des sujets populaires tels que la gestion du temps, la responsabilité civile liée à l'IA et l'anglais juridique
- Un nombre record de 319 participants a été atteint lors d'une session consacrée à la simplification du langage juridique dans les procédures judiciaires, la plus forte affluence depuis le lancement de la série en 2020
- Une session spéciale sur les violences sexuelles dans les conflits armés a été organisée avec l'association Stand Speak Rise Up!, cofondée par S.A.R. la Grande-Duchesse Maria Teresa de Luxembourg

Ressources numériques, publications et activités de communication

- Un nouvel espace d'apprentissage et de formation a été intégré à l'Intranet du REFJ, regroupant des supports d'apprentissage essentiels fournis par le REJF et par les partenaires
- Les principales publications comprenaient le Journal Annuel THEMIS préfacé par le président de la CJUE, Koen Lenaerts, le premier Recueil des bonnes pratiques produit par le groupe de travail « Programme d'échanges », et le Catalogue REFJ 2026 des activités de formation
- Les activités de communication ont mis en avant le 25^e anniversaire du REFJ, avec notamment une hausse de 37 % des abonnés à la newsletter, des campagnes sur les réseaux sociaux autour de la Charte des droits fondamentaux de l'UE et de l'égalité des genres dans la justice, et l'atteinte de 10 000 abonnés sur LinkedIn



Projets & initiatives

Intégration du personnel judiciaire

- En 2025, le REFJ a poursuivi ses efforts pour renforcer l'intégration du personnel judiciaire dans la formation judiciaire
- La participation au Groupe de travail sur le personnel judiciaire du Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale, ainsi qu'au Congrès de l'Europäische Union der Rechtspfleger (EUR), a mis en lumière le rôle actif du REFJ dans la promotion de la formation du personnel judiciaire
- Le REFJ a travaillé en étroite collaboration avec ses partenaires, notamment l'EUR, afin d'identifier et de répondre aux besoins futurs de formation du personnel judiciaire



Forum Judges@Europe

- Le Forum Judges@Europe 2025 a réuni 48 juges sélectionnés par tirage au sort parmi plus de 500 candidats, autour du thème : Être juge à l'ère numérique
- Organisé pour la première fois dans le cadre d'une présidence de l'UE, le forum a abordé l'État de droit, l'indépendance judiciaire et des défis contemporains tels que la désinformation, les preuves numériques et la liberté d'expression
- L'événement a été rendu possible grâce à la contribution active des membres et partenaires du REFJ, consolidant son rôle de plateforme de formation annuelle essentielle pour les juges européens



Projet spécial pour la formation juridique et opérationnelle du Parquet européen

- En 2025, le REFJ, en collaboration avec l'Académie de droit européen, a dispensé des formations spécialisées pour le Parquet européen dans le cadre d'un contrat-cadre 2025-2027
- Six webinaires et une formation en présentiel ont porté sur la terminologie juridique et les compétences opérationnelles pour les procureurs européens délégués et le personnel du Parquet européen
- Les activités de formation se poursuivront en 2026, conformément aux besoins identifiés par le Parquet européen



Projet pilote sur la formation judiciaire (2022-2025)

- Le projet pilote sur la formation judiciaire (Projet Balkans occidentaux II) s'est achevé en 2025, renforçant les capacités de formation judiciaire et l'expertise en matière d'acquis communautaire dans les Balkans occidentaux
- En 2025, trois séminaires nationaux sur le droit administratif de l'UE, la Charte des droits fondamentaux de l'UE et le droit de la propriété intellectuelle de l'UE ont formé 61 professionnels de la justice
- Sur toute la durée du projet, deux évaluations des besoins de formation et dix séminaires nationaux ont été réalisés, formant 201 professionnels au droit de l'UE et permettant à 88 professionnels des Balkans occidentaux de participer aux activités du REFJ

Projet spécial dans le cadre du Programme pour le marché unique (2024-2025)

- Le projet spécial du REFJ, mis en œuvre dans le cadre du Programme pour le marché unique (2024-2025) et mené en partenariat avec la Direction générale de la concurrence de la Commission européenne, s'est conclu en juin 2025
- Le programme a renforcé la sensibilisation au droit de la concurrence de l'UE auprès des juges, procureurs et agents de police et a permis la création et la diffusion du guide pratique « *Application du droit de la concurrence de l'UE : lignes directrices pour les juges d'instruction, les procureurs et les officiers de police impliqués dans les enquêtes sur les crimes financiers et économiques* »
- Au total, le programme a proposé 13 activités de formation et deux visites d'étude à la Direction générale de la concurrence, auxquelles ont participé 206 magistrats et agents de police

Le Réseau

Le REFJ est constitué d'un vaste réseau d'institutions à travers l'Europe, comprenant des membres, des membres associés, des observateurs et des partenaires. Ensemble, ces acteurs développent, mettent en œuvre et promeuvent un large éventail d'activités et d'initiatives de formation judiciaire de qualité.

Le REFJ est dirigé par un Comité de pilotage composé de neuf membres, élus pour un mandat de trois ans. Cinq groupes de travail, dirigés par des coordinateurs élus, planifient et mettent en œuvre des projets, avec le soutien de sous-groupes de travail chargés de thématiques spécifiques.

Vous trouverez ci-dessous la composition complète du Comité de pilotage du REFJ, des groupes de travail et des sous-groupes de travail pour l'année 2025. En 2025, les membres du Comité de pilotage ainsi que les

coordinateurs des groupes de travail du REFJ pour la période 2026–2028 ont été élus lors de l'Assemblée générale du REFJ.

Comité de pilotage du REFJ

Présidence

Pays-Bas Centre de formation et d'étude de la magistrature (SSR)

Membres

Allemagne Ministère fédéral de la Justice et de la Protection des consommateurs

Autriche Ministère fédéral de la Justice

Belgique Institut de formation judiciaire (IFJ-IGO)

Espagne École judiciaire

Italie École nationale de la magistrature (SSM)

Portugal Centre d'études judiciaires (CEJ)

Roumanie Institut national de la magistrature (INM)

Académie de droit européen (ERA)

Groupe de travail Numérique

Coordinateur

France École nationale de la magistrature (ENM)

Membres

Allemagne Ministère fédéral de la Justice et de la Protection des consommateurs

Belgique Institut de formation judiciaire (IFJ-IGO)

Bulgarie Institut national de la Justice (NIJ)

Croatie Académie judiciaire

Espagne Centre d'études juridiques (CEJ)

Espagne École judiciaire

Estonie Bureau du procureur général

France École nationale des greffes

Grèce École nationale de la magistrature (ESDI)

Italie Conseil supérieur de la magistrature

Italie École nationale de la magistrature (SSM)

Lettonie Académie judiciaire

Pays-Bas Centre de formation et d'étude de la magistrature (SSR)

Pologne École nationale de la magistrature et du ministère public (KSSIP)

Portugal Centre d'études judiciaires (CEJ)

Portugal Direction générale de l'administration de la justice (DGAJ)

Roumanie École nationale des greffes

Roumanie Institut national de la magistrature

Suède Parquet national suédois

Groupe de travail Programme d'échanges

Coordinateur

Belgique Institut de formation judiciaire (IFJ / IGO)

Membres

Allemagne Ministère fédéral de la Justice et de la Protection des consommateurs

Autriche Ministère fédéral de la Justice

Bulgarie Institut national de la Justice (NIJ)

Croatie Académie judiciaire

Espagne Centre d'études juridiques (CEJ)

Espagne École judiciaire

Estonie Bureau du procureur général

Estonie Cour suprême

France École nationale de la magistrature (ENM)

France École nationale des greffes (ENG)

Grèce École nationale de la magistrature (ESDI)

Hongrie Office national de la justice (OBH)

Italie École nationale de la magistrature (SSM)

Italie Ministère de la Justice

Lituanie Administration nationale des tribunaux

Pays-Bas Centre de formation et d'étude de la magistrature (SSR)

Pologne École nationale de la magistrature et du ministère public (KSSIP)

Portugal Centre d'études judiciaires (CEJ)

Portugal Direction générale de l'administration de la justice (DGAJ)

République tchèque Académie judiciaire

Roumanie Institut national de la magistrature (INM)

Roumanie École nationale des greffes

Slovénie Centre de formation judiciaire (JTC)

Groupe de travail Méthodes de formation judiciaire

Coordinateur

Portugal Centre d'études judiciaires (CEJ)

Membres

Allemagne Ministère fédéral de la Justice et de la Protection des consommateurs

Belgique Institut de formation judiciaire (IFJ-IGO)

Bulgarie Institut national de la Justice (NIJ)

Croatie Académie judiciaire

Espagne École judiciaire

Estonie Bureau du procureur général

Finlande Administration nationale des tribunaux

France École nationale de la magistrature (ENM)

France École nationale des greffes (ENG)

Grèce École nationale de la magistrature (ESDI)

Hongrie Bureau du procureur général

Irlande Conseil judiciaire

Italie Conseil supérieur de la magistrature (CSM)

Italie École nationale de la magistrature (SSM)

Lituanie Administration nationale des tribunaux

Pays-Bas Centre de formation et d'étude de la magistrature (SSR)

Pologne École nationale de la magistrature et du ministère public (KSSIP)

Portugal Direction générale de l'administration de la justice (DGAJ)

République tchèque Académie judiciaire

Roumanie Institut national de la magistrature (INM)

Roumanie École nationale des greffes

Slovénie Centre de formation judiciaire (JTC)

Suède Académie de formation judiciaire

Académie de droit européen (ERA)

Royaume-Uni – Ecosse Institut judiciaire d'Écosse

Serbie Académie judiciaire

Groupe de travail Linguistique

Coordinateur

République tchèque Académie judiciaire

Membres

Allemagne Ministère fédéral de la Justice et de la Protection des consommateurs

Belgique Institut de formation judiciaire (IFJ-IGO)

Croatie Académie judiciaire

Espagne Centre d'études juridiques (CEJ)

Espagne École judiciaire

France École nationale de la magistrature (ENM)

Grèce École nationale de la magistrature (ESDI)

Hongrie Bureau du procureur général

Hongrie Office national de la justice (OBH)

Italie École nationale de la magistrature (SSM)

Italie Ministère de la Justice

Lituanie Administration nationale des tribunaux

Lituanie Bureau du procureur général

Pologne École nationale de la magistrature et du ministère public (KSSIP)

Portugal Direction générale de l'administration de la justice (DGAJ)

Roumanie École nationale des greffes

Roumanie Institut national de la magistrature (INM)

Slovénie Centre de formation judiciaire (JTC)

Académie de droit européen (ERA)

Observateurs

Macédoine du Nord Académie pour juges et procureurs

Groupe de travail Programmes

Coordinateur

Académie de droit européen (ERA)

Membres

Allemagne Ministère fédéral de la Justice et de la Protection des consommateurs

Autriche Ministère fédéral de la Justice

Belgique Institut de formation judiciaire (IFJ-IGO)

Bulgarie Institut national de la Justice (NIJ)

Croatie Académie judiciaire

Espagne Centre d'études juridiques (CEJ)

Espagne École judiciaire

Finlande Administration nationale des tribunaux

France École nationale de la magistrature (ENM)

France École nationale des greffes (ENG)

Grèce École nationale de la magistrature (ESDI)

Hongrie Bureau du procureur général

Italie Conseil supérieur de la magistrature (CSM)

Italie École nationale de la magistrature (SSM)

Italie Ministère de la Justice

Lettonie Académie judiciaire

Lituanie Administration nationale des tribunaux

Lituanie Bureau du procureur général

Pologne École nationale de la magistrature et du ministère public (KSSIP)

Portugal Centre d'études judiciaires (CEJ)

Portugal Direction générale de l'administration de la justice (DGAJ)

République tchèque Académie judiciaire

Roumanie Institut national de la magistrature (INM)

Roumanie École nationale des greffes

Slovénie Centre de formation judiciaire (JTC)

Sous-groupe de travail Droit administratif

Coordinateur

Roumanie Institut national de la magistrature (INM)

Membres

Autriche Ministère fédéral de la Justice

Bulgarie Institut national de la Justice (NIJ)

Croatie Académie judiciaire

Finlande Administration nationale des tribunaux

Grèce École nationale de la magistrature (ESDI)

Italie Conseil supérieur de la magistrature (CSM)

Italie École nationale de la magistrature (SSM)

Portugal Centre d'études judiciaires (CEJ)

Portugal Direction générale de l'administration de la justice (DGAJ)

Slovénie Centre de formation judiciaire (JTC)

Académie de droit européen (ERA)

Observateurs

Serbie Académie judiciaire

Sous-groupe de travail Droit civil

Coordinateur

Italie École nationale de la magistrature (SSM)

Membres

Allemagne Ministère fédéral de la Justice et de la Protection des consommateurs

Belgique Institut de formation judiciaire (IFJ-IGO)

Bulgarie Institut national de la Justice (NIJ)

Croatie Académie judiciaire

Espagne École judiciaire

Finlande Administration nationale des tribunaux

France École nationale de la magistrature (ENM)

France École nationale des greffes

Grèce École nationale de la magistrature (ESDI)

Pologne École nationale de la magistrature et du ministère public (KSSIP)

Portugal Centre d'études judiciaires (CEJ)

Portugal Direction générale de l'administration de la justice (DGAJ)

Roumanie Institut national de la magistrature (INM)

Roumanie École nationale des greffes

Académie de droit européen (ERA)

Observateurs

Serbie Académie judiciaire

Sous-groupe de travail Justice pénale

Coordinateur

Espagne Centre d'études juridiques (CEJ)

Membres

Allemagne Ministère fédéral de la Justice

Autriche Ministère fédéral de la Justice

Belgique Institut de formation judiciaire (IFJ-IGO)

Bulgarie Institut national de la Justice (NIJ)

Croatie Académie judiciaire

Espagne École judiciaire (CGPJ)

Finlande Administration nationale des tribunaux

France École nationale de la magistrature (ENM)

France Ecole Nationale de Greffes

Grèce École nationale de la magistrature (ESDI)

Hongrie Bureau du procureur général

Italie École nationale de la magistrature (SSM)

Pologne École nationale de la magistrature et du ministère public (KSSIP)

Portugal Direction générale de l'administration de la justice (DGAJ)

Portugal Centre d'études judiciaires (CEJ)

République tchèque Académie judiciaire

Roumanie Institut national de la magistrature (INM)

Roumanie Ecole nationale des greffes

Académie de droit européen (ERA)

Observateurs

Serbie Académie judiciaire

Sous-groupe de travail Droits de l'Homme et libertés fondamentales

Coordinateur

Slovénie Centre de formation judiciaire

Membres

Allemagne Ministère fédéral de la Justice et de la Protection des consommateurs

Autriche Ministère fédéral de la Justice

Bulgarie Institut national de la Justice (NIJ)

Croatie Académie judiciaire

Espagne Centre d'études juridiques (CEJ)

Espagne École judiciaire

France École nationale de la magistrature (ENM)

Grèce École nationale de la magistrature (ESDI)

Hongrie Bureau du procureur général

Italie École nationale de la magistrature (SSM)

Lettonie Académie judiciaire

Lituanie Bureau du procureur général

Malte Agence des services judiciaires

Pologne École nationale de la magistrature et du ministère public (KSSIP)

Portugal Centre d'études judiciaires (CEJ)

Académie de droit européen (ERA)

De nos participants

« Le stage de longue durée d'un an à la Cour de justice de l'Union européenne m'a permis de m'immerger dans l'environnement judiciaire européen au sens large et de travailler dans un cadre véritablement international et multilingue. Dans le cadre de la dimension de partage des connaissances du programme, j'ai préparé et présenté une intervention sur la jurisprudence récente de la CJUE en matière de propriété intellectuelle lors d'un séminaire organisé par l'Office des brevets de la République de Lettonie en septembre 2025. Cette expérience a renforcé ma compréhension de l'ordre juridique de l'Union européenne et du rôle qu'y joue la CJUE, a développé mes capacités de raisonnement juridique et a confirmé la valeur exceptionnelle du Programme d'échanges du REFJ pour le développement professionnel des acteurs de la justice. »

Ilona Rūķe, juge, Lettonie

« Avec la "démocratisation" de l'intelligence artificielle, il est essentiel que les professionnels de la justice acquièrent des connaissances de base afin de pouvoir, dans leur travail quotidien, relever et répondre de manière adéquate aux défis posés par l'IA, tout en garantissant en permanence le respect des droits fondamentaux. L'approche de l'IA et de la protection des données proposée par le REFJ s'est révélée à la fois pratique et complète. Outre la mise en lumière de questions essentielles (telles que la transparence et la sécurité technologique), elle a contribué à démystifier les craintes liées à l'utilisation contrôlée des systèmes d'IA. Il s'agissait d'une formation à la fois éclairante et enrichissante. »

Ana Silva, juge, Portugal

« Le concours THEMIS a été, pour moi, l'expérience la plus précieuse de mon parcours de stagiaire judiciaire. Il a posé les bases d'une confiance mutuelle et m'a appris que le droit de l'Union européenne est bien plus proche du magistrat national qu'il n'y paraît au premier abord. De plus, ce concours ne se limite pas au droit de l'Union européenne et à une meilleure compréhension de notre rôle en tant que futurs magistrats européens ; c'est aussi une expérience conviviale qui nous permet de créer des liens avec des pairs issus d'autres États membres de l'Union européenne. »

Teodor Georgian Căpățînă, membre de l'équipe lauréate du Concours THEMIS 2025, Roumanie

« Le REFJ – un contenu de qualité dans une variété de formats ! Des sujets de droit « dur » tels que les aides d'État et les marchés publics, aux perspectives d'avenir (l'inévitable IA...), en passant par des thématiques liées au milieu professionnel, comme la résilience ou l'évolution des générations, toutes les activités sont à la pointe. Avec des formats allant des séminaires traditionnels, en présentiel ou en ligne, aux webinaires courts et facile à suivre sur l'heure de midi, il n'y a aucune excuse pour ne pas profiter pleinement de ce qui est proposé. C'est un privilège d'y participer et d'apprendre aux côtés de collègues venus de toute l'Europe. »

Sami Sarvilinna, juge, Finlande

« L'expérience du programme AIAKOS a été particulièrement enrichissante. Elle m'a permis de me reconnecter à ce qui constitue l'essence des échanges internationaux entre professionnels du droit : le partage d'idées et de perspectives différentes, ainsi que la recherche de solutions à des problématiques qui se posent tant au sein des systèmes juridiques nationaux qu'au niveau

européen. Cet échange d'idées met en évidence l'importance de la communication entre nous : bien que nous venions d'horizons nationaux différents, nous appartenons tous à une culture judiciaire commune. »

Lorenzo Cuvier, auditeur de justice, France

« La formation proposée par le REFJ a constitué une étape importante de mon développement professionnel. Grâce au REFJ, j'ai pu améliorer mon anglais juridique et apprendre à utiliser avec aisance les outils de recherche de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. Les échanges avec des collègues d'autres pays et la comparaison des pratiques judiciaires m'ont permis de traiter plus facilement les commissions rogatoires internationales ainsi que la signification et la notification d'actes à l'étranger. L'accent mis sur des thématiques particulièrement pertinentes m'a aidée à approfondir mes connaissances en droit européen et à appliquer, dans mon travail quotidien, les interprétations des plus hautes juridictions, non plus uniquement dans un cadre national, mais dans une perspective européenne. L'organisation des formations est toujours irréprochable, et l'offre de formation à la fois variée et stimulante. »

Viviana Mele, juge civile de première instance, Italie

« Participer aux formations du REFJ m'a apporté une grande expérience pour mon développement professionnel. Les sessions (en présentiel ou en ligne) combinaient des éléments théoriques avec des perspectives pratiques et une forte dimension européenne, m'aidant à trouver des moyens de progresser dans mon travail et d'améliorer mes compétences de manière concrète et applicable. Les échanges avec des collègues européens provenant de différents pays et juridictions ont été particulièrement enrichissants et utiles, ce qui a renforcé l'importance de la formation judiciaire continue dans un contexte juridique et numérique en évolution. En particulier, ma participation à la formation en leadership m'a encouragé à réfléchir à mon rôle de juge ainsi qu'aux questions de la prise de décision et de la communication. »

Txomin Bellido Pérez, juge, Espagne

« La justice numérique relève moins de la question des outils que de celles du discernement, de la responsabilité et de la conception de systèmes. La série de webinaires sur l'IA proposée par le REFJ a démontré que l'intégration pertinente de ces outils dans la justice dépend de la manière dont la charge de travail, la responsabilité et la prise de décision sont organisées dans un environnement numérique. En déplaçant l'attention au-delà de la seule technologie, la formation a mis en évidence que la responsabilité éthique et le jugement professionnel ne sont pas des sous-produits de la numérisation, mais des exigences fondamentales dans la conception des systèmes de justice numérique. »

Sonja Ewerdt-Schlaak, conseillère juridique, Allemagne

Pour découvrir d'autres témoignages de participants, scannez le code QR.



Le Réseau européen de formation judiciaire (REFJ)

Avenue des Arts 53
1000 Bruxelles
Belgique

☎ +32 22 80 22 42

✉ ejtn@ejtn.eu

🌐 www.ejtn.eu/fr

🌐 [company/ejtn](https://www.linkedin.com/company/ejtn)

📷 [ejtn_eu](https://www.instagram.com/ejtn_eu)

📘 [ejtn.eu](https://www.facebook.com/ejtn.eu)

**Accédez au rapport annuel complet
2025 sur annualreport.ejtn.eu/fr/2025
ou en scannant le QR code.**

